

Cette compréhension de la situation chinoise plaça l'impérialisme américain devant un dilemme insoluble au moment où prit fin la guerre en Asie. D'une part, il était nécessaire de donner l'aide maximum à Tchang-Kai-Chek afin d'empêcher un effondrement rapide de la Chine du Kuo-Min-Tang. D'autre part, il était nécessaire de remplacer le gouvernement de Tchang-Kai-Chek par un gouvernement capable d'éviter l'éclatement d'une guerre civile sur une grande échelle, puisque le Kuo-Min-Tang ne pouvait que perdre pareille guerre. Or, le seul moyen dont l'impérialisme américain disposait pour faire pression sur le Kuo-Min-Tang, c'était précisément l'aide qu'il lui faisait parvenir. Ne pouvant se décider à couper cette aide pour arracher des concessions réelles au Kuo-Min-Tang, il voyait toutes ses tentatives d'arriver à une conciliation entre le P. C. chinois et Tchang-Kai-Chek par avance condamnées à l'échec.

Les bases politiques et militaires d'un tel compromis avaient été pourtant réelles durant les deux premières années d'après-guerre. Les armées de Tchang, disposant, grâce aux Américains d'un matériel ultra-moderne avaient été transportées par avions et navires américains dans les grands centres de Mandchourie et du Nord, afin d'occuper rapidement les villes évacuées par les Japonais, puis par les Russes. Les groupes de partisans communistes, officiellement unis à l'armée régulière sous le nom de **8^e Armée de route**, avaient occupé des districts agricoles et quelques rares villes, puis avaient arrêté leurs opérations. Le 11 octobre 1945, un accord fut conclu entre le Kuo-Min-Tang et le P. C. chinois prévoyant la convocation d'une **Conférence consultative populaire**, afin de trancher toutes les divergences. Cette conférence se réunit à Tchungking en janvier 1946 et, après 21 jours de discussions, adopta une série de résolutions sur l'organisation d'un gouvernement de coalition, la reconstruction du pays, les problèmes militaires, la convocation d'une Assemblée constituante, etc. Il n'y fut pas question d'une réforme radicale (22). Enfin, le 25 février 1946, sous l'égide du général Marshall, arrivé en mission spéciale de conciliateur en Chine, le Kuo-Min-Tang et le P. C. chinois conclurent un accord pour l'unification des forces armées. La voie vers la « paix sociale » semblait ouverte (23).

Pourtant, au moment même où ces accords furent conclus, les hostilités étaient sur le point de reprendre. La responsabilité en incombe très nettement au Kuo-Min-Tang, et quelques mois plus tard, le général Marshall n'a pas hésité à publier une déclaration

dans laquelle il énumère les « sept erreurs de Tchang-Kai-Chek », sept cas très nets d'agression militaire des forces du Kuo-Min-Tang, en violation des accords conclus préalablement avec le P. C. chinois. Dès l'été 1946, se produisit une reprise générale des hostilités et à la fin de cette année, les armées du Kuo-Min-Tang commencèrent une offensive générale pour occuper tous les territoires occupés par les armées communistes. Une guerre civile généralisée avait éclaté (24).

Formellement, la mission de conciliation du général Marshall échoua sur la question de l'occupation des territoires qui avaient changé de main depuis le 13 janvier 1946, date d'ouverture de la Conférence Consultative Populaire. Le PC chinois demandait le **statu quo ante** et le maintien des réformes sociales réalisées auparavant dans ces régions. Marshall proposa l'évacuation de des territoires et leur transformation en une sorte de **no man's land**. Tchang-Kai-Chek demanda leur occupation par les forces « gouvernementales » (25). En réalité, les propriétaires fonciers étaient convaincus de l'inévitabilité de soulèvements paysans sur une grande échelle. Ils n'avaient nulle confiance que le PC chinois, à la suite d'une entrée éventuelle dans un gouvernement de coalition, fut capable d'arrêter ces soulèvements. Ils craignaient par conséquent que toute prolongation de la période de liberté relative dont jouissaient les paysans dans les régions occupées par les communistes amène fatalement la saisie des terres, et que l'exemple de ces régions s'étende à toute la paysannerie chinoise. Le seul moyen d'éviter cette catastrophe était de reconquérir rapidement ces régions, aussi longtemps que les rapports de forces militaires étaient fondamentalement favorables au Kuo-Min-Tang. Les classes possédantes chinoises avaient compris que le temps travaillait contre elles. L'aventure militaire dans laquelle elles se précipitèrent avec un aveuglement rarement égalé (26) n'avait été ni désirée ni provoquée par le PC chinois qui semble avoir recherché sincèrement la voie du compromis (27).

(24) « US relations with China », p. 151-156. — *Economist*, du 19 avril 1947.

(25) « US relations with China », pp. 232, 158, 166.

(26) Dans une entrevue avec Marshall le 1^{er} décembre 1946, Tchang-Kai-Chek se fit fort d'« exterminer les forces communistes en 8 à 10 mois ». Auparavant, ses conseillers militaires avaient même annoncé un effondrement des armées communistes en trois mois de temps ! (Ibid. p.p. 212,216).

(27) Voir la déclaration du commandant en chef des armées communistes Chu Teh : « Si le Kuo-Min-Tang avait exécuté les décisions de la Conférence Consultative Populaire, il n'y aurait pas eu de guerre civile ». (Robert Payne : « Journey to Red China », Heinemann, London, 1947, p. 14). Payne raconte également que le PC pro-

(22) « US relations with China », p. 136-140.

(23) « US relations with China », p. 140-143.